

# Un échange de jeunes à Wiltz



Photo: Inees

Les jeunes participants devant l'arbre symbolisant le développement durable

Inees a organisé un échange de jeunes dans le cadre du programme „Jeunesse en action“ de la Commission européenne avec le soutien du Service national de la jeunesse (SNJ).

L'échange coordonné par Agnes Gyólai d'Inees a permis aux jeunes participants provenant de quatre pays (Turquie, France, Hongrie et Luxembourg) de participer ensemble à un programme d'activités communes pendant sept jours à Wiltz. Ces activités requéraient la participation active des jeunes et étaient conçues pour leur permettre de découvrir et de prendre conscience des sujets variés comme l'économie solidaire, le développement durable

et les défis environnementaux, d'apprendre les uns des autres, de s'apercevoir des différentes pratiques dans chaque culture et enfin de se sentir citoyens européens.

Le programme a inclus des méthodes de travail interculturelles variées et adaptées au profil des participants qui souhaitaient explorer ensemble les thèmes mentionnés qui se sont traduits dans les activités quotidiennes concrètes de l'échange.

Dans le cadre du programme le groupe a visité le Jardin solidaire Kalendula du réseau OPE à Altwies et pris connaissance du fonctionnement et des principes du projet. Les participants ont ensuite cueilli les produits du jardin puis préparé ensemble leur déjeuner avec l'appui de

Go4lunch. L'expérience leur a donné un aperçu des dimensions pratiques de développement durable et l'importance de la biodiversité.

Le marché d'automne dans le parc Simon de Wiltz a fourni l'opportunité de contacter directement la population locale et de rendre visible le projet au niveau local à travers une action de „flashmob“ (ou de mobilisation éclair, c'est-à-dire d'appropriation d'un lieu public pour faire la promotion d'une idée puis de disparaître aussitôt). L'idée de l'échange était présentée par les participants aux habitants de Wiltz et les habitants, eux-mêmes pouvaient contribuer avec „des feuilles de message pour l'environnement“ à la construction

d'un arbre symbolisant le développement durable.

La semaine à Wiltz a permis aux jeunes de prendre conscience de l'aspect positif de la présence d'autres cultures et a stimulé le dialogue de milieux environnementaux différents.

Le projet s'est terminé le 5 octobre avec une exposition des œuvres artistiques représentant les idées nées dans l'esprit des participants pendant la semaine concernant le futur de l'environnement.

L'événement était inauguré par Romain Biever, président d'Inees, heureux de voir que la jeunesse européenne est sensible et s'engage en faveur de l'économie solidaire et du développement durable.

## La mesure du bien-être

Voilà plusieurs années que les territoires de Mulhouse, Timișoara (Roumanie), Trento et le 14<sup>e</sup> arrondissement de Paris se sont engagés dans un processus de construction d'indicateurs de bien-être avec les habitants sous l'impulsion de la division „Cohésion sociale“ du Conseil de l'Europe. Tandis que la croissance du PIB a servi de thermomètre au progrès depuis la fin de la 2<sup>e</sup> Guerre mondiale, on constate aujourd'hui que cet indicateur renseigne mal sur la qualité de vie des habitants. D'autres outils de mesure sont apparus depuis comme l'indice de développement humain (IDH créé en 1990 par le PNUD) qui prend en compte des domaines aussi importants que la santé et l'éducation, en plus du niveau de vie, et rend mieux compte du bien-être des habitants d'un pays. La France a dernièrement beaucoup fait parler d'elle avec la Commission Stiglitz qui a fait des propositions pour mieux mesurer les performances économiques et le progrès social.

Au Luxembourg le RISC (Regional Integration and Social Cohesion), un consortium de chercheurs abordait la question dans un colloque à l'Université en novembre 2008 et la Chambre des employés privés s'était également distinguée en organisant un colloque en juillet 2006 pour rendre compte de ses travaux sur la question. Inees suit les travaux du Conseil de l'Europe et du groupe de chercheurs Pekea depuis le début.

A Mulhouse, devant de très hautes personnalités du Conseil de l'Europe (COE), Gilda Farrell a rappelé que „la construction des indicateurs de bien-être est un processus dynamique et continu qui trace un chemin de progrès concerté producteur de cohésion sociale dans les territoires. La responsabilité du progrès n'est plus l'apanage des États et du marché, elle est l'affaire de tous: des acteurs publics, privés et des citoyens.“ „Il existe maintenant des outils méthodologiques d'actions transférables et ces rencontres permettent encore de les améliorer en partageant les expériences des uns et des autres“, s'enthousiasmait Samuel Thirion (coordinateur de la plate-forme d'échanges au sein du COE).

Si l'on considère que la crise que nous traversons va bien au-delà d'une crise financière et économique il ne serait pas raisonnable de ne penser une réponse qu'en termes de relance de la croissance? Le nouveau gouvernement luxembourgeois avec un ministre délégué à l'Economie solidaire et un ministre de l'Emploi décidé à dépasser la seule gestion des „initiatives sociales pour l'emploi“ a montré sa volonté politique de mieux s'impliquer dans le soutien des initiatives citoyennes dans l'économie.

A Mulhouse, la Région wallonne et des sites au Portugal, au Cap Vert et au Gabon ont manifesté leur envie de rejoindre le mouvement. Comme le disait Giovanni Acquati (président d'honneur du réseau international de financements éthiques Inaise) lors du 10<sup>e</sup> anniversaire d'Objectif plein emploi le 12 septembre dernier à Schifflange: „Le Luxembourg a tous les atouts pour être un formidable territoire d'expérimentation d'innovations sociales en s'appuyant sur les organisations d'économie solidaire actives dans le pays et reconnues à l'étranger.“ Puisse-t-il être entendu!

Eric Lavillunière  
Inees

2<sup>e</sup> Conférence internationale de recherche en économie sociale du Ciriéc

## Le phénomène social est aussi économique et politique

Abílio Machado

OPE vient de participer à la 2<sup>e</sup> Conférence internationale de recherche en économie sociale du Ciriéc qui s'est tenue début octobre à Östersund en Suède. Le Ciriéc (Centre international de recherches et d'information sur l'économie collective) fédère les échanges entre des chercheurs universitaires et des acteurs de terrain de tous les continents.

Ils se sont ainsi retrouvés plus de 200 dans cette ville de taille moyenne, capitale de la région du Jämtland (centre de la Suède), posée sur les rives d'un lac au milieu d'un paysage de prairie ouverte parsemée de forêts de bouleaux et de hauteurs enneigées au loin.

La conférence a eu pour thème „l'économie sociale dans un monde en crise“. Partant du double constat que notre monde connaît de rapides et importants changements liés à la globalisation et qu'une „simple“ crise financière a suffi à provoquer une récession quasi généralisée, les débats ont porté sur le rôle de

l'Etat dans l'espace économique ainsi que sur la „reconfiguration de l'intérêt collectif“.

L'intérêt collectif est porté pour une large part, et c'est un point commun à tous les continents, par des acteurs de la société civile organisés en coopératives, mutuelles et d'autres organismes à but non lucratif comme des associations ou encore des fondations. Au-delà des buts dits sociaux qu'ils poursuivent, ces acteurs jouent indéniablement un rôle économique et bien souvent politique, dans le sens où ils sont porteurs de transformations socio-économiques. Jens Nilsson, le maire d'Östersund, l'a bien résumé dans son discours d'ouverture: les pouvoirs publics doivent soutenir et partager l'espace public avec ces acteurs, certes de droit privé, mais qui ne poursuivent pas un but lucratif (non profit private economy).

### Statut, financement et gouvernance

Pour sa part, OPE a exposé sa politique de recherche qui s'attache

à implanter l'économie solidaire au Luxembourg comme un troisième espace économique en interaction avec les secteurs public et privé. L'économie solidaire est considérée ainsi comme une mouvance de transformation sociale et économique. OPE espère d'ailleurs que le débat sur le sujet ne tarde pas à démarrer dans notre pays. La nomination d'un ministre délégué à l'économie solidaire devrait y contribuer fortement. Mais alors, quels axes de recherche pour la reconnaissance et la structuration de l'économie solidaire? Précisons d'emblée que pour OPE la recherche s'inscrit dans l'action.

Entendons par là qu'il s'agit dans un premier temps de capitaliser l'expérience déjà longue des pratiques de terrain et d'influer sur leur évolution. La recherche-action questionne donc, entre autres, l'action d'intervention sociale.

Le premier des axes soutenus à Östersund passe par l'instauration d'un statut propre à l'entreprise d'économie solidaire, l'Association d'intérêt collectif (AIC). Ce projet tient compte des spécificités inhérentes à l'écono-

mie solidaire, comme le but non-lucratif, la démocratie interne à l'entreprise ou encore le „bien commun“ comme objet général. Le second traite du financement de l'économie solidaire par le consensus sur le principe de mixité des ressources financières. Il s'agit du Fonds pour l'économie solidaire (FES) pensé comme le réceptacle des futurs investissements publics et privés dans l'économie solidaire. Et finalement, le réseau OPE expérimente des modèles de gouvernance qui tiennent compte des spécificités statutaires de l'entreprise d'économie solidaire. Il s'agit de „nouvelles formes d'entreprendre“ qui favorisent le lien social et la participation citoyenne, satisfont à des besoins collectifs et intègrent dans l'activité des problématiques fondamentales.

Au bout du compte, tout de ceci relève de problématiques plus larges qui posent la question du modèle de société que nous voulons léguer à nos enfants. Pour sûr que l'enjeu consiste dès lors à créer les conditions d'un débat structuré et décloisonné entre la science, la socio-économie et la politique.